

Religions:
Compromissions dans l'étude scientifique
sociale des "religions alternatives"

Stephen A. Kent & Theresa Krebs

INTRODUCTION.....	1
ETUDES ACADEMIQUES PARTIALES.....	1
LOBBY ET GROUPES PARAVENTS.....	2
PROBLEMES ACADEMIQUES ET LEGAUX	3
CONCLUSION	4
BIBLIOGRAPHIE.....	4
<i>Note du traducteur.....</i>	8

Introduction

Voici deux décennies qu'Irving Louis Horowitz a soulevé le problème éthique et méthodologique lié aux engagements des scientifiques en sciences sociales lors de conférences sur l'église de l'unification (Moon).¹ Nombre des objections d'Horowitz s'intéressaient déjà aux relations des scientifiques avec leurs sujets de recherche et les organisations qu'ils étudiaient. Horowitz s'inquiétait entre autres de la qualité de l'information reçue lors des conférences.² Il abordait aussi les formes de réciprocité et d'assistance que les universitaires pourraient fournir en échange des largesses (défraiements) du Révérend Moon à leur égard.³ Le débat entamé entre Horowitz et ses critiques quant à l'objectivité et à la déontologie entre les scientifiques sociaux et les groupes qu'ils étudiaient a perduré au début des années 80, puis s'est éteint.⁴

Depuis qu'il a publiquement fait part de ses inquiétudes, bien des choses se sont déroulées dans le domaine des religions alternatives ⁵, si bien qu'il y a longtemps que ces problèmes auraient dû être remis à jour. Il s'est en effet avéré que nombre des craintes exprimées par Horowitz à propos de l'objectivité des scientifiques étaient fondées et avaient pris de l'ampleur en raison du nombre des parties impliquées. Bien des groupes, à l'instar de l'église de l'Unification, ont appris l'intérêt qu'il pouvait y avoir à courtiser les universitaires ⁶ ce qui résulta en un appauvrissement de l'étude scientifique des nouvelles religions, ou religions alternatives.

Ce texte présente les récents développements d'implications d'universitaires des études sociales des religions dans les mouvements recherchant à asseoir leur crédibilité. Les scientifiques se sont en effet engagés consciemment ou non dans des prises de position améliorant l'image de marque d'idéologies religieuses douteuses aux dépens des procédures sociales scientifiques d'analyse objective et de dissémination de la recherche. Comme l'a souligné Marybeth Arbella voici quelques années, "la cooptation d'un chercheur peut devenir un problème capital s'il n'y prend pas garde, car il peut volontairement ou pas prendre parti dans la lutte sectaires contre anti-sectaires."⁷

ETUDES ACADEMIQUES PARTIALES

Deux études récentes au sujet de religions controversées dévoilent les problèmes de recherche et publication d'études effectuées sur des groupes ayant grand besoin d'articles positifs de la part des chercheurs.⁸ L'un concerne la mauvaise réputation d'un groupe, depuis des années, en raison de soupçons de pédophilie provenant des doctrines émises par le leader du mouvement lui-même.⁹ L'organisation en question bataillait devant la justice anglaise, ce qui risquait d'aboutir à dévoiler au grand public, les pratiques antérieures du groupe.¹⁰ Les leaders du groupe ont alors contacté un universitaire afin "d'obtenir des conseils sur la façon de venir à bout de la contre-publicité et d'autres attaques"¹¹ subies de par le monde. ¹² La publication résultant de l'étude, co-éditée avec l'universitaire, et publiée par sa propre maison de publication, comprenait des chapitres basés sur les visites menées par d'autres chercheurs ayant visité les établissements de ce groupe et observé ses activités, interviewé des membres et examiné la littérature. L'organisation était si satisfaite de ce travail qu'elle s'en sert dans sa littérature de relations publiques et l'expédie aux médias. ¹³

On y trouve pourtant des problèmes méthodologiques significatifs ayant trait à la façon dont les données ont été recueillies et mises en forme, rendant dès lors les conclusions fortement suspectes. ¹⁴ En tout premier lieu, cette organisation a créé exprès ce qu'elle nomme confidentiellement des "maisons pour médias" ¹⁵, ces maisons pour les médias étant destinées à être visitées par les chercheurs.¹⁶ Des membres, choisis pour aller dans ces maisons, ont été formés à la manière de se comporter et de répondre aux chercheurs ou autres enquêteurs. D'anciens membres ont ensuite expliqué comment ces établissements spécifiques opéraient, décrivant les exercices auxquels on les soumettait et le briefing subi. ¹⁷

L'un de ces anciens membres y ayant vécu décrivait cela comme "une maison vraiment très nette, aussi propre que possible" ¹⁸ Un autre expliquait la "méga-préparation" précédant toute visite de gens de l'extérieur, consistant par exemple à faire sortir les enfants surnuméraires, ôter des lits des chambres surpeuplées, et à envoyer les mères célibataires ailleurs. ¹⁹ Apparemment, ces "maisons pour médias" ne recelaient "que les gens les mieux préparés aux relations publiques et les troupes utiles pour chanter le bon air, ceux qui avaient été préparés à parler, qui savaient comment le faire, et qui - vous savez - ne risquaient pas de s'égarer ou de glisser..." ²⁰ L'organisation fournissait des brochures anticipant les questions, les porte-paroles apprenant comment répondre aux questions de manière appropriée."²¹

Ce briefing des porte-parole incluait l'apprentissage de réponses toute prêtes à servir et un dressage pour ne pas dévoiler les secrets sensibles du groupe. ²² Nous savons aussi que

l'organisation a entrepris de détruire des publications douteuses lorsqu'elle s'est rendu compte que sa propre littérature amenait de l'eau au moulin des critiques quant aux pratiques controversées du groupe.²³ C'est donc, en bref, à partir d'informations fournies par le groupe que les chercheurs ont publié précisément ce que le groupe voulait qu'on dise de lui.

La critique de cette étude souleva l'important sujet méthodologique de "gestion de l'impression" par ce groupe ou d'autres dont les membres se savent étudiés et examinés. [ndt: les scientologues utilisent aussi cette méthode, faisant disparaître les traces de leurs illégalités avant les visites dont ils sont souvent prévenus]²⁴ En citant le concept de gestion de l'impression émis par Erving Goffman,²⁵ l'auteur de la critique rappelle au lecteur la façon dont les groupes travaillent de concert pour éviter de dévoiler des informations gênantes aux gens de l'extérieur, y compris probablement aux chercheurs.²⁶ Des problèmes similaires se présentent dans une autre étude que nous avons entreprise, après avoir cette fois organisé une équipe de chercheurs de diverses disciplines académiques.

À la mi-1993, plusieurs des contributeurs à ce premier Volume ont participé à l'étude d'un établissement nord-ouest américain appartenant à un autre groupe. Cette organisation souffrait également de publicité négative et de mauvaises relations publiques; elle désirait améliorer son image de marque dans les médias, ce qui pourrait expliquer pourquoi elle accepta l'offre d'universitaires indépendants désirant l'étudier.²⁷ Leur inquiétude était grande du fait d'allégations à propos d'un important arsenal préparé par cette organisation pour un Armageddon, cet armageddon étant prédit par les leaders du groupe.²⁸ Bien que l'organisation ait nié cette accumulation d'armes, le mari de la gourelle avait été arrêté en 1987 pour tentative d'achats illégaux d'armes.²⁹ L'inquiétude liée aux armements des religions controversées était très présente dans l'esprit du public depuis le désastre de Waco; une partie du public prédisant que toute intervention gouvernementale contre le groupe pourrait provoquer un autre Waco. Simultanément, l'IRS (fisc américain) avait retiré le statut non-lucratif du groupe, ce qui risquait de lui coûter de grosses sommes.³⁰

"La plupart des chercheurs ne purent rester que quelques jours" dans les locaux de l'organisation qui tenait alors son festival annuel de conférences, entre le 25 juin et le 4 juillet 93.³¹ Comme dans l'exemple précédent, l'universitaire central supervisant ce projet publia un ensemble d'essais dans un ouvrage tiré par sa propre maison d'éditions. Le groupe étudié fut si satisfait des résultats qu'il publia une interview de certains des participants à cette recherche dans les colonnes des publications du groupe.³² Comme pour le précédent, cette étude servit à la documentation de relations publiques du groupe.

Nous avons pas mal de matériel sur les dynamiques internes de cette seconde étude, car deux membres de l'équipe de recherche ont travaillé à "mener une étude sur l'étude elle-même". Ces deux savants du domaine social critiquaient les questions posées lors de la recherche, le plan de recherche et la méthodologie - et conclurent que les faiblesses empêchèrent les chercheurs de découvrir ce qui se passait en arrière-plan.³³ On ne s'étonnera donc pas que cette étude ait évité d'élucider les sujets provoquant la controverse à son propos : commercialisme excessif, utilisation des fonds pour payer les pénalités civiles du leader, violation de lois sur les armements.³⁴ Ironie du sort, neuf jours après l'achèvement des travaux des chercheurs, un avocat de l'organisation écrivait au Ministère de la Justice "que l'église acceptait sa responsabilité quant aux armements".³⁵

Bien que certains des essais présentés par les chercheurs semblent convenables, l'estimation de l'ensemble démontre qu'ils n'ont pas réellement examiné les aspects cruciaux des organisations ciblées.³⁶ Ces études rappellent les craintes d'Horowitz, qui annonçait que l'église de l'unification pourrait se servir des éléments positifs provenant d'une enquête douteuse pour acquérir une légitimité.³⁷ L'étude des religions a donc souffert sur plusieurs fronts en conséquence de ces méthodes.

Les universitaires ne connaissant pas les controverses entourant ces études peuvent tenter d'adapter leurs résultats à un ensemble plus large de théories, construisant dès lors leurs études sur ce qui s'avère n'être que du sable. Les membres actuels qui se poseraient des questions quant aux méthodes et idéologies d'un groupe peuvent s'imaginer qu'ils se trompent en raison de l'existence de ces "opinions d'experts". Les membres ayant quitté ces groupes risquent aussi d'être davantage contraints au silence ou à la confusion par les affirmations péremptoires de chercheurs refusant catégoriquement les témoignages d'anciens membres ayant une expérience du groupe. Les Tribunaux, les médias, et les services sociaux peuvent être mal orientés du fait de ces recherches et les leaders de ces groupes sont alors dédouanés de leurs actions douteuses ou dangereuses. En fait, la respectabilité académique diminue, surtout lorsque les médias ou d'autres enquêteurs découvrent l'information que de soi-disant experts ont manquée ou délaissée.³⁸ La recherche superficielle risque donc d'entraîner des effets tout à fait réels et néfastes.

LOBBY ET GROUPES PARAVENTS

On ne peut pas non plus passer sous silence le fait que ces deux volumes d'études furent menés sous les auspices d'équipes présumées universitaires par une équipe opérant en réalité

hors de contrôle académique et universitaire. L'un des chercheurs semble même avoir fait partie d'un des groupements étudiés. 39 Il n'est par ailleurs pas possible d'imposer réellement, à une entité de recherche indépendante, les obligations académiques, telles la critique des études, ou les pressions afin de publier ces articles dans des publications universitaires/académiques, ni la confidentialité des identités et des sources. L'indépendance salariale qu'assure normalement l'université implique aussi que les études indépendantes rendraient les chercheurs plus sensibles aux pressions financières des groupes qu'ils examinent.

L'étude universitaire peut donc subir les pressions financières et sociales immédiates et les universitaires se trouvent alors engagés dans des opérations ressemblant à du lobbying payé. Des documents secrets d'un groupe ont ainsi révélé qu'il faisait fonctionner une opération de "groupe de façade" ou "groupe paravent", dans les années 70. Cette association incluait d'importantes figures dont les opinions bénéficiaient à la religion alternative étudiée, ces personnalités bénéficiant en retour des largesses de sponsoring du groupe "critiqué" en question. 40

PROBLEMES ACADEMIQUES ET LEGAUX

Parmi les nombreuses raisons importantes que pourraient avoir les universitaires à se comporter selon une méthodologie et une éthique rigoureuses, il y a le fait qu'ils risquent d'être appelés par les tribunaux comme témoins experts, dans des procès concernant les groupes qu'ils auraient étudiés. 41 Il est fréquent que des membres déçus portent plainte contre leurs anciens maîtres à penser, pour diverses raisons, dont certaines sont de nature particulièrement grave 42. Ce sont cependant surtout ces groupes controversés qui en appellent désormais à la justice contre divers ennemis - ou contre des individus perçus comme ennemis 43. Les universitaires peuvent donc directement influencer sur le cours de la justice lors de leurs dépositions d'expert, pour ou contre ces groupes. Du fait de la valeur accordée aux témoignages des scientifiques, il existe un risque que ces derniers servent de « caution » 44 ainsi qu'on l'a constaté lors d'une récente affaire très connue 45. 46.

Le procès en question était une tentative élaborée par un groupe pour faire taire la critique d'un mouvement anti-sectaire en se servant d'une décision de justice. 47 L'un des experts cités pour le compte du plaignant, l'un des plus respectés du domaine de la sociologie des religions - a fourni témoignages et conclusions sur l'organisation anti-sectaire. 48 Une grande partie du procès tournait autour des activités d'une personne que la Cour considérait être un "contact" de cette organisation anti-sectaire. Il se trouve qu'apparemment, cette

personne faisait partie d'une autre organisation appartenant à la "Clinique de Crise Hotline", laquelle avait transmis son téléphone à quelqu'un qui cherchait à obtenir des informations pour faire sortir un de ses parents d'une "secte". 49 Bien que l'expert n'ait interviewé personne au sein de cette organisation anti-sectaire depuis 1979 et qu'il n'ait pas travaillé pour le mouvement anti-sectaire depuis au moins six ans avant ce témoignage, il a témoigné être convaincu que l'organisation se servait de méthodes de déprogrammation illégales. 50 Son témoignage fut vraisemblablement l'un des facteurs ayant mené le Tribunal à prendre une décision défavorable envers l'organisation anti-sectaire, et de la faillite qui s'ensuivit. [voir ce document extérieur à la page www.antisectes.net/victoire_can.htm ndt]

Toutefois, un des importants médias américains examina ce cas deux ans plus tard et découvrit que le signataire de l'un des témoignages les plus graves qu'avait subi ce mouvement anti-sectaire avait renié son témoignage antérieur. 51 Il découvrit aussi qu'un enquêteur privé avait signalé n'avoir pu trouver la moindre preuve d'activités illégales de déprogrammation prétendues de la part du mouvement anti-sectaire. 52 Le procès intenté au mouvement anti-sectaire était donc faiblement charpenté, en dépit du jugement d'appel confirmant la condamnation. 53 Il est donc possible que l'organisation controversée se soit servie de l'universitaire pour faire valoir son point de vue, consistant à détruire l'opposant. 54

L'une des plus surprenantes interventions des universitaires eut lieu lorsqu'une douzaine d'entre eux aidèrent une organisation controversée à conserver ses documents internes au secrets. 55 Partant d'exemples multiples au sujet d'organisations religieuses ou séculières, ces savants insistèrent sur le fait que le secret avait été un aspect crucial des religions depuis fort longtemps, si bien qu'il fallait que les tribunaux respectent ce secret. Cette position a pourtant affaibli les universitaires en leur refusant l'accès à des documents d'étude. Les universitaires devaient prendre conscience du fait que ces organisations utilisent souvent le secret pour cacher des manipulations et des abus, toutes choses que les chercheurs seraient bien inspirés de découvrir et de réaliser. Je pense utile de répéter la position d'Horowitz voici 20 ans:

"L'analyse sociologique en révèle beaucoup sur son caractère [*?Sociological analysis is highly revelatory in character.*]. La recherche sociale s'ouvre sur le jugement public et la critique des secrets centraux d'organisations religieuses. C'est le fondement sur quoi l'analyse sociologique et l'analyse religieuse doivent différer.... par conséquent, les critères impliqués dans la poursuite de chacun de ces buts sont différents." 56

Le fait que certains scientifiques éminents supportent les efforts destinés à empêcher leurs collègues d'accéder à des documents importants,

révèle l'étendue de la subversion auxquels certains académiques se plient pour pervertir les zones de recherche légitimes, et permettre à ces groupes religieux de garder le pouvoir du secret.⁵⁷ C'est ainsi que les groupes religieux acquièrent un niveau de contrôle sans précédent sur l'information des scientifiques qui voudraient les scruter.

CONCLUSION

Les religions alternatives ont appris l'intérêt qu'il y avait à se faire avaliser ou aider par les scientifiques et autres chercheurs. Avals et assistance peuvent les aider à améliorer leur image publique, et les opinions d'académie permettent aux religions controversées de parvenir à leurs buts organisationnels (y compris la destruction de leurs ennemis). Hélas, les sciences sociales souffrent des retombées du processus, les relations publiques et les prises de position ayant remplacé la recherche et la publication des résultats.

Du fait de l'objectivité affaiblie de quelques scientifiques sociaux, leurs collègues reçoivent des conclusions à l'exactitude douteuse, les tribunaux entendent et lisent des opinions n'ayant pas toujours la rigueur universitaire, et les publications qui ne flattent pas le sujet religieux peuvent être supprimées. Les universitaires compromettant l'objectivité ou l'intégrité académiques menacent la réputation des sciences sociales au sein de l'académie et parmi les membres les moins bien informés du public.

C'est ainsi qu'on peut trouver un commentaire acide et sous-évalué, écrit en latin, émanant de l'analyste en médias Mark Silk, lequel signalait que notre réputation a déjà diminué aux yeux de certains. Après avoir mentionné que les universitaires peuvent dépendre des organisations qu'ils étudient, groupes qui les paient et leur permettent d'accéder à leurs membres et à leur documentation, Silk fait allusion à un ouvrage de Henry Newman (1801-1890) et en conclut "peut-être peut-on pardonner aux reporters de négliger l'aspect conventionnel *apologia pro culta sua* [sic: la défense de sa propre secte]⁵⁸

Stephen A. Kent Professeur, Université d'Edmonton-Alberta (Canada)

Traduction non officielle: Roger Gonnet 1998-2004 – voir version html copiable et imprimable sur internet, site www.antisectes.net, (quelques liens actifs vers des références)

Bibliographie

[en partie traduite]

1 Irving Louis Horowitz, "Science, Sin, and Sponsorship," in *Science Sin, and Scholarship: The Politics of Reverend Moon and the Unification Church*, ed. Irving Louis Horowitz (Cambridge, MA: MIT Press, 1978), 261-82. Back

2 Horowitz, "Science, Sin, and Sponsorship," 270. Back

3 Horowitz, "Science, Sin, and Sponsorship," 261-71, 280. Back

4 In 1983, for example, a journal for the social scientific study of religion, *Sociological Analysis*, devoted a major part of the Fall issue to a symposium on scholarship and sponsorship. Back

5 See, for example, James T. Richardson, "Reflexivity and Objectivity in the Study of Controversial New Religions," *Religion* 21 (1991): 305-18; Thomas Robbins and Roland Robertson, "Studying Religion Today: Controversiality and 'Objectivity' in the Sociology of Religion," *Religion* 21 (1991): 319-37. Back

6 Stephen A. Kent, "Deviance Labeling and Normative Strategies in the Canadian 'New Religion/Counter-cult Debate,'" *Canadian Journal of Sociology* 15, no. 4 (1990): 393-416. Back

7 Marybeth Ayella, "'They Must Be Crazy': Some of the Difficulties in Researching 'Cults,'" in *Researching Sensitive Topics*, eds. Claire M. Renzetti and Raymond M. Lee (London: Sage, 1993), 121. Back

8 James R. Lewis and J. Gordon Melton, eds., *Church Universal and Triumphant in Scholarly Perspective* (Stanford, CA: Center for Academic Publication, 1994); James R. Lewis and J. Gordon Melton, eds., *Sex, Slander, and Salvation: Investigating the Family/Children of God* (Stanford, CA: Center for Academic Publication, 1994). Back

9 For some background regarding a dispute between this scholar and one of the authors (Kent), see Albert Mobilio, "Children of a Lusty God," *Lingua Franca* (July/August, 1994): 16-19; Stephen A. Kent, Editor's Introduction to *Lustful Prophet: A Psychosexual Historical Study of the Children of God's Leader, David Berg*, *Cultic Studies Journal* 11, no. 2 (1994): 135-88. Back

10 The case began on 18 February 1992, when the court made a child (whose mother was a family member) a ward of the court. Alan Ward, *W 42 1992 Judgment in the British High Court of Justice: Family Division* (19 October 1995): 4. After reviewing extensive court end expert evidence, the judge in the British case did in fact conclude, "[t]here is, therefore,

overwhelming evidence that the high leadership within [this group] has been guilty of child sexual abuse" (Ward, *Judgement in the British High Court of Justice*, 120). Back

11 Lewis and Melton, eds., *Sex, Slander, and Salvation*, vi. Back

12 During the early 1990s, for example, police in Argentina ("Officials Study Cult Evidence," *Edmonton Journal*, September 5, 1993, A6; "Argentine Court Releases Cult Members Charged With Sexual Abuse," December 14, 1993, A6), Australia (Luke Morfesse, "Sect Children in Custody," *The West Australian*, May 16, 1992, 3), France ("Police in France Raid Sect Which Advocates Free Love," *Edmonton Journal*, June 11, 1993, A5; "Children of French Sect Taken into Care," *Times [London]*, June 12, 1993, 15), and the United Kingdom (Maurice Chittenden and Maria Laura Avignolo, "The Day the 'Martians' Woke Up," *Sunday Times [London]*, September 5, 1993, 12) raided several of the organization's homes from which they removed the children to custodial facilities. Allegations against adult members included child sexual abuse, enslavement, and kidnapping. Following the collapse of the cases for lack of evidence, state authorities eventually returned the children to their homes. The organization issued a special news release containing excerpts from several official judgments which stated that in all cases the charges were unsubstantiated ("The Family' Vindicated in Every Case!" *World Services [Zurich, Switzerland: World Services, (n.d.) 1994]*, 2). Back

13 The organization also includes a video among its public relations material. The video Contains interviews with what the organization calls "leading authorities in the fields of sociology, psychology, education and religion" (*The Family, Insight [Video]*, 1994: coverleaf). Comments that some of the experts made suggest that they based at least part of their evaluations on observations made in the group's media homes. Back

14 Robert Balch, *Review of Sex, Slander, and Salvation: Investigating the Family/Children of God*, *Journal for the Scientific Study of Religion* 35 (March 1996): 72. Back

15 Stephen Kent, Interview with Cheryl [pseudonym], February 12, 1996. Place not given to protect anonymity of informant. Back

16 See, for example, Gustav Niebuhr, "'The Family' and Final Harvest," *The Washington Post*, June 2, 1993, A1; downloaded from (March 26, 1998); Susan J. Palmer, "Heaven's Children:

The Children of God's Second Generation," in *Sex, Slander, and Salvation*, eds. Lewis and Melton (Stanford, CA. Center for academic Publication, 1994), 1-26. Back

17 Beyond identifying some informants as former members, we do not label them either as "apostates" or anything else. Back

18 Stephen Kent, Interview with Cheryl [pseudonym], February 9, 1996. Back

19 Stephen Kent, Interview with Lorna [pseudonym], January 16, 1996. Place not given to protect anonymity of informant. Back

20 Ibid. Back

21 Family Services, "Heavenly Security-Part 1" (Zurich, Switzerland: Family Services, DO [Disciples Only], January 1989): 1-36; *Contending for the Faith: How to Handle Accusations, Controversies and Concerns!*" (Zurich, Switzerland: Family Services, DO [Disciples Only], July 1992): 1-48; "Wise Witnessing Replies," (Zurich, Switzerland: Family Services, July 1992). Back

22 Stephen Kent, Interview with Cheryl [pseudonym], February 9, 1996. Back

23 World Services, "The Pubs [Publications] Purgel: An Urgent Advisory to All Family Homes" (Zurich, Switzerland: World Services, June 1991): 2. Back

23B "Nous avons des visites de routine de la part des Officiels de Tampa (la ville où est installée le QG de la secte) s'occupant de la Sécurité incendie et de la Santé. D'une manière ou d'une autre, le GO (service secret) savait quand cela allait arriver, et nous étions prévenus. Quand ils arrivaient, nous empilions les matelas, boites et toutes sortes de machins qui servaient dans ce " dortoir " pour que ça ait l'air d'être un entrepôt. Les officiels ne soupçonnèrent apparemment jamais que des gens habitaient là. Si un officiel débarquait sans prévenir, quelqu'un du GO le déroutait vers des zones du Fort Harrison qu'il pouvait visiter, pendant que nous retransformions ça en entrepôt. Les staffs du Fort Harrison n'étaient pas mieux lotis : nombre d'entre eux dormaient dans de toute petites chambres à 6 ou 8. Lorsque des officiels arrivaient, on mettait un panneau " Confession en cours " afin que personne n'entrât, et le GO ne faisait voir que les quelques chambres à deux ou trois lits" (Annie Rosenblum, voir témoignage complet). BACK

24 Balch, *Review of Sex, Slander; and Salvation*, 72. Back

25 Erving Goffman, *The Presentation of Self in Everyday Life* (New York: Doubleday/Anchor, 1959). Back

26 Balch, *Review of Sex, Slander, and Salvation*, 72. Back

27 Lewis and Melton, eds., *Church Universal and Triumphant*, viii-xi. Back

28 "Papers Detail CUT Arms Deals," *Billings Gazette*, 1 July 1993, IA, 13A. See also Karin Ronnow, "IRS Responds to CUT Appeal," *Livingston Enterprise*, 30 March 1993, 1; Ronnow, "Feds Track CUT Weapons Activity," *Livingston Enterprise*, 30 June 1993, 1; Ronnow, "Papers Give Details of 'Survival' Club," *Livingston Enterprise*, 1 July 1993, 3. Back

29 Scott McMillion, "Critics Say Arsenal Belonged to Church," *Bozeman Daily Chronicle*, 14 March 1995, 1, 10. Back

30 United States of America [USA] and Bruce M. Philipson, *Internal Revenue Agent vs. Church Universal and Triumphant [CUT], Inc. and Edward L. Francis, its Vice President, "Second Declaration of Petitioner Bruce M. Philipson," Civil No. MCV-91-18-BLG-JDS (United States District Court: District of Montana, [July] 1991), 2*. In 1994, the IRS restored CUT's tax exemption except for the period between 1 May 1988 and 30 April 1990, and "the church agreed not to own or store weapons and to dispose of any existing weapons. . ." ("Survivalists Swap Guns for Tax Status," *The Washington Post*, 4 June 1994, A4). Back

31 Robert W. Balch and Stephan Langdon, "How the Problem of Malfeasance Gets Overlooked in Studies of New Religions: An Examination of the AWARE Study of the Church Universal and Triumphant," in *Wolves Within the Fold*, ed. Anson Shupe (New Brunswick, NJ: Rutgers University Press, 1998): 196-97, see 195. Back

32 "Study Debunks Anti-Church Myths," *Royal Teton Ranch News*, April 1994, 1, 11. Back

33 Balch and Langdon, "How the Problem of Malfeasance Gets Overlooked in Studies of New Religions," 192. Back

34 *Ibid.*, 198-199; see Scott McMillion, "Guru Ma's Pleadings Answered-CUT Members Come Through with \$720,000," *Bozeman Daily Chronicle* (January 25, 1994): 1. Back

35 *Cité in the "Weapons Timeline" for 1993 in Cité dans McMillion, "les critiques disent que l'arsenal appartenait à l'église 10. En dépit du fait que l'organisation en ait endossé la responsabilité, les éditeurs ont publié une étude où le chercheur expliquait que "on n'avait pas découvert d'armement illicite ni aucun signe de conversion illicites d'armes,*

*ni en surface, ni sous terre. » (Moorman Oliver, Jr., "Church Universal and Triumphant: A Law Enforcement Perspective," in Church Universal and Triumphant eds. Lewis and Melton, 144). En ce qui touchait l'IRS, on découvrit que des adeptes se servaient de faux noms et adresses pour acheter des armes avec de l'argent exempté d'impôts. L'argent de l'organisation était tiré d'une carte de crédit qui couvrait les frais de la troupée d'achat d'armes. (Scott McMillion, "Showdown: CUT vs IRS," *Bozeman Daily Chronicle*, 30 May 1991, 8). Back*

36 Balch, *Review of Sex, Slander, and Salvation*; Balch and Langdon, *How the Problem of Malfeasance Gets Overlooked in Studies of New Religions*. For, however, a positive review of the AWARE study of CUT, see Derek H. Davis, *Review of Church Universal and Triumphant in Scholarly Perspective*, *Journal of Church and State* 37 (1995): 157-58. Back

37 Horowitz, *Science, Sin, and Scholarship*, 271-278; see also Marlene Mackie and Merlin B. Brinkerhoff, "Moonie Conferences: Dialog or Duplicity?" *Update* 7, no. 3 (September 1983): 22-37. Back

38 See, for example, Ian Reader, "Aum Affair Intensifies Japan's Religious Crisis: An Analysis," *Religion Watch* 19, no. 9 July/August 1995): 1-2; T. R. Reid, "U.S. Visitors Boost Cause of Japanese Cult," *The Washington Post*, 9 May 1995, A8; Teresa Watanabe, "Alleged Persecution of Cult Investigated," *Los Angeles Times*, 6 May, 1995, A5. Back

39 AWARE (Association of World Academic for Religious Education), "Important Press Conference," [Fax], (Los Angeles, CA: AWARE, 9 November 1992). Back

40 APRL [Americans Preserving Religious Liberty] Newsletter, "New Name, Same Organization," (Oakland, CA: APRL, January 1982); Federal Bureau of Investigation, "Cedars, L. A. Inventories, Evidence #10042: PR General Categories of Data Needing Coding," [Documents obtained during FBI search of Cindy Raymond's office, from black metal four drawer file cabinet designated as 2M], 8 July 1977, 97, 104; Clinton MacSherry, "Divine Intervention," *City Paper* [Baltimore, Maryland], 15 May 1992, 16. Back

41 See, for example, "Giving Cults a Good Name," *Esquire*, June 1997, 20; Larry D. Shinn "Cult Conversions and the Courts: Some Ethical Issues in Academic Expert Testimony," *Sociological Analysis* 53, no. 3 (Fall 1992): 273-85. Back

42 See, for example, Church Universal and Triumphant [CUT], Inc. vs. Gregory Mull, "Cross Complaint for Damages," No. C 358191 (Superior Court of the State of California: Los Angeles County, 11 May 1981): 1-12; [CUT] and Elizabeth Clare Prophet vs. Linda Witt, "Appeal from a Judgment of the Los Angeles County Superior Court, Alfred L. Margolis, Judge, No. C 358191 (Court of Appeal of the State of California: Second Appellate District, Division Five: Superior Court, 10 April 1989):1-32. Back

43 Tom Blame, "Judgement May KO Anti-Cult Croup, Deprogrammer," Chicago Tribune, 15 October 1995, 1; Claude Josso, "Plans for Cult-Buster Trial Hotly Debated," The Daily World, 28 December 1993, 1; Raymond L. M. Lee and Susan E. Ackerman, "Farewell to Ethnography? Global Embourgeoisement and the Disprivileging of the Narrative," Critique of Anthropology 14, no. 4 (1994): 339-54. Back

44 Shinn, "Cult Conversions and the Courts." Back

45 See, for example, Church of Scientology International, The Cult Awareness Network Anatomy of a Hate Group," Freedom Magazine: Public Service, n.d. [1994/1995?]; Church of Scientology International, "Cult Awareness Network: The Serpent of Hatred, Intolerance, Violence and Death," A Special Report from Freedom Magazine, 27, no. 2 (1995): 2-35. Back

46 See, Laurie Goodstein, "Anti-Cult Group Dismembered as Former Foes Buy Its Assets," The Washington Post, December 1, 1996, A1, A22. Back

47 Jennifer Bjorhus, "Man Wins \$5 Million in Deprogramming Suit," The Seattle Times, 30 September 1995, A6; Susan Hansen, "Did Scientology Strike Back?" The American Lawyer, June 1997, 62-70. Back

48 Scott vs. Ross, et al, "Deposition of Anson David Shupe, Jr.," No. C94-0079 (United States District Court: Western District of Washington at Seattle, 19 July 1995): 1-172; Scott vs. Ross, et al, "Transcript of Proceedings: Testimony of Anson David Shupe, Jr.," No. C94-79C (United States District Court: Western District of Washington at Seattle, 26 September 1995) Vol. 4: 18-79. Back

49 *La décision de la Cour d'appel confirmant le jugement contre l'organisation antisectaire [CAN] s'est trompée dans les faits lorsqu'elle a affirmé que la mère du jeune homme ayant reçu une « déprogrammation n'ayant pas marché » avait contacté Shirley Landa que lui aurait conseillé une ligne de crise du Seattle Community Service. Landa était censée être impliquée dans diverses activités*

antisectaires et travailler comme contact du CAN à Washington. Un « contact » est un bénévole pouvant conseiller des gens du public de la part du CAN ». (Scott vs. Ross, et al, "Opinion by Judge Beezer," No. CV-94-00079-JCC [U.S. Court of Appeals for the Ninth Circuit: Western District of Washington at Seattle], 8 April 1998: 3209). En fait, l'organisation ayant conseillé de s'adresser à Landa s'appelle « clinique de crise » (Crisis Clinic), laquelle semble actuellement partager sa base de données avec la Crisis Line et la Community Information Line. Mais la base de données ne cite pas Landa comme représentant le CAN. Pour autant que nous puissions le savoir, les références de Landa en tant qu'antisectaire n'ont pas changé à Seattle depuis des années. Sa seule affiliation notée concerne un groupe appelé Parents Awareness/Citizens Freedom Foundation (prédécesseur du CAN) qui n'a pas de lien avec celui-ci. Bien que l'intitulé laisse penser que le groupe de Landa touchait Citizens Freedom Foundation, le CAN n'avait pas pour autant de représentation à Seattle. Landa n'était référente du CAN que lorsque le bureau national du CAN lui renvoyait quelqu'un (probablement pour économiser des frais de téléphone à celui qui appelait). Mais dans le cas de ce jeune homme, c'est le parent qui avait appelé [Landa] dès le début : à aucun moment le bureau national du CAN ne fut impliqué. Back

50 Scott vs. Ross, et al, "Deposition of Anson David Shupe, Jr.," 83-85, 86-87; see also, Scott vs. Ross, et al, "CAN's Reply Brief in Support of Motion to Exclude Expert," No. C94-79C (United States District Court: Western District of Washington at Seattle, 7 September 1995): 1-6. Back

51 CBS News, "CAN: The Cult Awareness Network," 60 Minutes 30, no. 15; 28 December 1997, 19-20. Back

52 Ibid Back

53 Scott vs. Ross, et al, "Opinion by Judge Beezer." Back

54 Hansen, "Did Scientology Strike Back?"; see also William W. Horne, "The Two Faces of Scientology," The American Lawyer July/August 1992): 74-82. Back

55 Church of Scientology International vs. Steven Fishman and Uwe Geertz, "Declaration of J. Gordon Melton in Support of Brief of Amicus Curiae on Remand Issue of Confidentiality of Religious Scriptures," No. 91-6426 HLH [Tx] (United States District Court: Central District of California, November 28, 1994): 4 pp. Back

56 Irving Louis Horowitz, "Universal Standards, Not Uniform Beliefs," Sociological Analysis 44 (Fall, 1983): 181. Back

57 Georg Simmel, "Secrecy," in *The Sociology of Georg Simmel*, trans. and ed. Kurt H. Wolff, (London: The Free Press of Glencoe, 1950), 330-44. Back

58 Mark Silk, "Journalists' Attitudes Toward New Religious Movements," *Review of Religious Research* 39, no. 2 (December 1997): 141. The allusion is to Newman's *Apologia pro vita sua* [A Defense of His Own Life (1864)], in which he defended his quest for truth that led him to convert to Catholicism from Anglicanism. When Silk replaced Newman's word, *vita*, with *culta*, gender problems in the grammar occurred that make literal translation impossible. Silk informed one of the authors that he meant "argument on behalf of their cult" or "justification of their cult" (Mark Silk email to Stephen A. Kent, 10 March 1998). Our translation is a variant on what Silk proposed. We express gratitude to Massimo Introvigne for pointing out problems in Silk's Latin phrase, and to Kelly McFarlane for helping clarify various grammatical issues and translation options.

Note du traducteur

Je me permets ici d'ajouter le récit d'une anecdote déjà ancienne à propos des méthodes employées par certains universitaires désireux semble-t-il d'écarter des témoins gênants des discussions et problèmes soulevés en matière de « NRM » « NMR » - ce que moi-même, d'autres critiques et le public appelons couramment des « sectes ».

Il y a quelques années, quelques critiques des NMR – souvent anciens membres de groupements « religieux » - avaient entendu parler d'une liste privée de discussions portant sur le phénomène. Cette liste, ce forum, était tenue, à partir du système informatique de son université, par l'un de ces universitaires connus.

Les membres inscrits à ce forum privé recevaient ainsi chaque jour dans leur boîte aux lettres électronique les réponses aux discussions en cours et de nouvelles discussions, et choisissaient éventuellement d'y répondre.

Le forum était assez fréquenté par divers spécialistes, qu'ils aient ou non un diplôme reconnu en la matière « sectes » et « religions ». Les discussions y étaient âpres et parfois terre-à-terre, car les critiques des mouvements y rencontraient des arguments qualifiables d'apologie de sectes, aussi se trouvaient-ils régulièrement prêts à en découdre verbalement, puisque leur connaissance et leur vécu les y incitaient.

C'était intéressant. L'ennui, c'est qu'il a semblé fort difficile de faire admettre quelques évidences à nos contradicteurs, et que certes, notre ton de réponse ou de questionnement n'était pas nécessairement « aimable et universitaire ».

Les académiques semblent n'avoir pas supporté notre formule de discussion qui, si elle était parfois brusque, avait sans aucun doute le mérite d'être strictement exempte de toute considération académique, financière ou de réputation ; résumons :

- **être édités ou pas** ne faisait pas partie de nos soucis,
- nous ne retirions aucune notoriété de nos arguments,
- aucun intérêt financier
- **ni budgétaire** (ni même, **de considération** du temps passé) n'était en jeu pour nous, ni d'ailleurs
- **aucun copinage** ou « prêté pour rendu ».

Au bout de quelques mois, le dirigeant-moderateur de la liste (où nous avions parfois démontré des contradictions ou erreurs, alors qu'il s'agit d'un universitaire certainement capable) décida que la liste deviendrait encore plus « privée » et que seuls ses pairs les « scholars » pourraient y participer après constat officiel de leur formation...

Nous avons donc été expulsés et n'avons plus jamais pu discuter, alors que j'estime que s'ils nous ont apporté, je crois aussi que nous leur avons appris. Nous avions un vécu, ou une base d'opinions différente.

Je ne pense pas que ce soit une bonne façon pour certains universitaires d'étudier les groupes sur lesquels ils reçoivent des opinions éclairées et vécues.